

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1189^e
SÉANCE

Lundi 14 octobre 1968,
à 11 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclarations générales (suite)	
Point 37 de l'ordre du jour:	
Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)	1

Président: M. Richard M. AKWEI (Ghana).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

et

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite) [A/7203, chap. III; A/7251, E/4496, E/AC.54/L.25, E/AC.54/L.28, E/AC.54/L.29/Rev.1, E/AC.54/L.30, E/AC.54/L.31, TD/B/186/Rev.1]

1. M. YASSEEN (Irak) dit que le sous-développement, qui est essentiellement le résultat d'un long passé de dépendance coloniale des pays en voie de développement, est devenu le grand problème de la coopération internationale. A l'ère de la planification, on ne saurait traiter ce problème de façon fragmentaire; sa solution exige une stratégie globale couvrant tous les déterminants du développement, notamment l'éducation, l'emploi et la formation de cadres techniques, et suffisamment souple pour faire face aux situations nouvelles nées de circonstances imprévues. Tous les organes internationaux intéressés doivent jouer leur rôle dans cette stratégie, et c'est à l'Assemblée générale de coordonner leurs activités. La stratégie du développement doit également comporter des engagements de la part des pays développés comme des pays en voie de développement et s'exprimer dans une résolution de l'Assemblée générale, dont le poids moral doit être renforcé par l'appui d'une opinion publique mondiale bien informée.

2. Des efforts constants et coordonnés seront nécessaires pour préparer et exécuter les plans d'action de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; comme l'a proposé le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales dans son discours d'ouverture à la 1180^{ème} séance (A/C.2/L.1002), il faudra qu'un mécanisme de surveillance internationale se charge de l'analyse, de l'évaluation et du contrôle de ces efforts. Ce mécanisme servirait à harmoniser et à coordonner les activités des diverses organisations s'occupant d'aspects particuliers de la deuxième Décennie: à ce sujet,

la délégation irakienne est aussi d'avis que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a un rôle important à jouer dans l'élaboration et l'exécution des plans de la Décennie.

3. M. TOBON VILLEGAS (Colombie) estime que la Deuxième Commission doit centrer ses travaux sur la préparation d'une évaluation objective et réaliste de la deuxième Décennie. A la base, le développement présuppose l'adoption par les gouvernements d'une série de mesures s'inscrivant dans le cadre d'une politique qui favorise le progrès dans tous les secteurs et tende à élever le niveau de vie. Dans les deux tiers du monde, les taux de croissance sont modestes ou faibles; comme toute augmentation de ces taux dépend essentiellement de la productivité agricole, il est évident qu'il faut faire le maximum aux niveaux national, régional et international pour amener les nations industrialisées à apporter une assistance accrue et plus efficace aux pays en voie de développement et à accepter de développer le commerce des matières premières et des produits primaires à des prix rémunérateurs. La capacité des pays en voie de développement à supporter les charges de la dette est directement proportionnelle à l'équilibre réalisé entre les prix des produits primaires qu'ils exportent et les prix des biens qu'ils doivent importer des pays très industrialisés, pour transformer leurs propres produits. Au lieu de se fonder sur des accords bilatéraux, le financement extérieur devrait donc prendre la forme de prêts non liés, dans le cadre d'un système mondial contrôlé par les institutions compétentes. Plusieurs pays développés ont déclaré qu'ils affectaient 1 p. 100 de leur produit national brut à l'aide non liée; toutes les régions très industrialisées devraient faire de même. Il convient de noter que l'augmentation du courant des capitaux des pays développés vers les régions en voie de développement est directement proportionnelle au prix des produits primaires exportés par les pays en voie de développement dans les pays développés. Les pays industrialisés ont donc pu se dispenser de payer un juste prix aux pays en voie de développement et relever en même temps le prix des biens d'équipement, que ces derniers sont obligés de leur acheter pour assurer leur développement. Il convient d'insister sur la nécessité de créer un mécanisme spécial de financement s'inspirant de la proposition Horowitz qui a été présentée à la CNUCED en 1964^{1/} en vue de réduire les taux d'intérêt dont s'assortissent les prêts au développement. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (AID), la Banque interaméricaine pour

^{1/} Pour le texte de la proposition, voir documents E/CONF.46/C.3/L.5/Rev.1 et E/CONF.46/C.3/2.

le développement et les autres institutions internationales intéressées devraient entreprendre en commun une étude de ce mécanisme. La délégation colombienne propose, également, de créer un système de paiements multilatéral entre les pays socialistes, pour faciliter les opérations de compensation entre les exportations des pays en voie de développement et celles des pays à économie planifiée, et pour augmenter les possibilités de commerce de troc.

4. La Colombie attache toujours une importance essentielle à l'établissement de termes d'échange plus raisonnables entre les pays en voie de développement et les pays développés. Les objectifs de croissance fixés pour la Décennie actuelle n'étaient pas parfaits, mais, de toute façon, l'accroissement de la population dépasse constamment de beaucoup les indices de production, ce qui crée une demande de services de base et une offre de main-d'œuvre qu'il est impossible d'absorber, en d'autres termes, une pénurie de ressources et un chômage continu. Le problème n'intéresse pas seulement les pays en voie de développement, et il ne s'agit pas non plus que certains pays ayant un taux de croissance élevé se sacrifient pour d'autres. Mais si l'on s'attaquait vraiment au problème des termes de l'échange, tous les intéressés finiraient par en bénéficier. Il est indispensable pour la paix internationale que les pays moins développés accélèrent le rythme de leur progrès économique et social; aussi doit-il être gênant pour un pays très développé d'être entouré de pauvres pays sous-développés qui s'enfoncent de plus en plus dans les dettes. Un tel état de choses n'est pas digne du XX^{ème} siècle; il faut y mettre fin. D'autre part, les relations entre les pays ne doivent pas être déterminées uniquement par des facteurs économiques. Les idéaux de justice et de liberté incarnés par l'Organisation des Nations Unies doivent également être préservés. Ce que l'on demande aux pays industrialisés, ce n'est pas de faire la charité, mais d'aider à exploiter les ressources naturelles des régions moins développées et à leur transférer les connaissances techniques. Il faut abolir les prêts liés et les prêts en nature; les pays en voie de développement ont payé trop cher leur progrès, et il faut mettre fin à l'inégalité.

5. Lorsqu'on aura créé un climat favorable dans l'opinion publique, il faudra instituer un conseil mondial du développement, à condition d'avoir des recommandations précises concernant son fonctionnement et d'avoir foi en ses objectifs.

6. En ce qui concerne les préférences et le financement, les progrès accomplis à ce jour sont encore partiels et rien n'a été fait en matière d'accès aux marchés. La délégation colombienne insiste auprès des pays développés pour qu'ils instituent en faveur de tous les pays sous-développés un système de préférences générales et sans réciprocité pour leurs produits manufacturés et semi-finis.

7. Les accords conclus sur le café, le sucre, le caoutchouc naturel, le thé, le sisal et les graines oléagineuses prouvent l'efficacité des accords internationaux sur les produits de base. Aussi le représentant de la Colombie préconise-t-il la conclusion progressive d'autres accords, qui permettront d'élargir les débouchés d'exportation des pays en voie

de développement, ainsi que l'adoption par les pays industrialisés de mesures appropriées concernant les prix et les marchés du fer, du nickel, du tabac, du vin, des agrumes, du coton, du manganèse, du poivre, etc. L'Assemblée générale doit affirmer que l'établissement d'un système de préférences et la conclusion d'accords internationaux sur des produits de base stimuleraient le progrès commercial, économique et social des pays en voie de développement.

8. Bien entendu, ces pays ne sauraient se soustraire à leurs responsabilités, et la Colombie s'efforce, pour sa part, de favoriser son développement sur la base de l'égalité des droits, des obligations et des responsabilités, dont la Charte des Nations Unies fait mention. Les investissements publics et les emprunts à l'étranger sont soumis à la planification nationale, tandis que progressent la réforme foncière et la réforme fiscale, ainsi que les plans de construction publique de logements, les projets sanitaires et communautaires à grande échelle et la mise en place générale de l'infrastructure nécessaire à l'évaluation du niveau de vie.

9. On a calculé que si, de 1961 à 1966, les exportations des pays en voie de développement avaient été payées au même taux que de 1953 à 1957, les recettes auraient dépassé de 2 milliards de dollars leur montant actuel, ce qui aurait suffi pour répondre aux besoins les plus urgents et stimuler le développement économique dans l'intérêt de tous les pays.

10. En conséquence, la délégation colombienne estime que les politiques internationales doivent être construites autour des éléments suivants: a) formulation et large diffusion d'une théorie du développement économique et social pour la décennie 1970-1979, assortie des arrangements institutionnels et méthodologiques nécessaires, compte tenu de l'expérience acquise au cours de la décennie précédente; b) système de préférences pour les produits manufacturés et semi-finis, de nature à favoriser tous les pays en voie de développement; c) accords internationaux négociés produit par produit; d) augmentation du nombre des accords internationaux prévoyant des prix rémunérateurs pour les produits primaires; e) action internationale sur les cours et les marchés des produits de base dans les pays très développés; f) principes d'un système mondial de financement extérieur "non lié", diminution des taux d'intérêt, et système multilatéral de paiements entre les pays se livrant au commerce de troc; g) souplesse accrue dans le transfert des connaissances scientifiques et techniques aux pays en voie de développement; h) mesures pour lutter contre l'exode des compétences et développer l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies; i) après consultation avec l'UNESCO, désignation par l'Assemblée générale, en 1969, de l'année 1970 comme Année internationale de l'éducation; j) programmes d'information et d'éducation sur les taux de croissance démographique souhaitables, la liberté individuelle étant respectée; k) programme alimentaire mondial destiné à éliminer la malnutrition dans les régions les plus éprouvées; l) mesures de nature à favoriser une plus grande égalité de niveau de vie entre les

viles et les campagnes; et m) mesures pour augmenter les possibilités d'emploi.

11. La délégation colombienne est convaincue que l'Assemblée prendra le parti d'adopter, à la session actuelle, toutes les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, dans l'intérêt de la communauté internationale.

12. M. HOVEYDA (Iran) observe que la déclaration faite par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à la 1180ème séance (A/C.2/L.1002) a suscité une discussion intéressante et féconde. Avant d'analyser les points soulevés dans cette déclaration, M. Hoveyda désire faire quelques brefs commentaires sur la qualité de la documentation communiquée par le Secrétariat.

13. Tout le monde est d'accord pour dire que les conférences internationales risquent d'être submergées par un flot de documentation. Il est d'autant plus regrettable que la documentation soit si terne et si impersonnelle. Le document E/4496, intitulé "Principes, directives et lignes d'action dans le domaine du développement", en est un exemple; il est dommage que tant d'années de travaux et discussions se résument à quelques citations tirées de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et à une répétition de platitudes telles que "l'objectif ultime du développement est d'améliorer les conditions de vie de l'homme", ou encore que les pays en voie de développement doivent "augmenter leurs recettes d'exportation". Ce document est bien tombé dans les "pièges du vocabulaire" dont parlait le Secrétaire général adjoint et a montré combien il a eu raison de mettre en garde contre des slogans qui risquent de détourner notre attention du problème essentiel.

14. Comme le Secrétaire général adjoint, M. Hoveyda pense que l'échec de la première Décennie n'est pas tellement dû à des difficultés de balance des paiements et à des crises internationales qu'à l'image déformée que l'on se fait du monde en voie de développement. Il importe de prendre conscience que l'économie mondiale est interdépendante, que la prévision des développements structurels des pays avancés ne peut manquer d'influer sur la deuxième Décennie. La première Décennie montre qu'une approche fragmentaire n'a aucune valeur et qu'une période de 10 ans est trop courte pour résoudre les problèmes considérés. Il est essentiel d'adopter un sens de l'anticipation à long terme et de déterminer les buts lointains afin de mieux choisir les objectifs immédiats. L'objectif ultime d'une décennie du développement est sûrement de combler le fossé qui ne cesse de se creuser entre nations riches et pauvres. Dans ces conditions, l'objectif d'un taux de croissance de 7 p. 100 pour les pays en voie de développement est dérisoire, car, quelle que soit leur croissance en valeur absolue, ces pays resteraient loin derrière les pays avancés à l'orée du XXIème siècle et le fossé se maintiendrait, dans les meilleures hypothèses, à son niveau relatif actuel. Il faut apporter aux efforts destinés à aider les pays en voie de développement autant d'imagination et autant de résolution que l'on en consacre aujourd'hui pour la course à l'espace. Certes, les difficultés existent, mais l'As-

semblée générale ne doit pas craindre de se montrer ambitieuse, car les idéaux mêmes des Nations Unies sont ambitieux. La méthode timide et fragmentaire suivie jusqu'ici doit céder la place à une perspective globale et dynamique. Plutôt que de chiffrer les taux de croissance, la Commission devrait s'occuper de définir la deuxième Décennie comme un cadre de référence.

15. En ce qui concerne les activités à entreprendre pendant la deuxième Décennie, M. Hoveyda pense, comme le Secrétaire général adjoint, qu'il est important de coordonner tous les domaines du développement et en particulier les "déterminants" du développement — l'éducation, l'emploi, la santé, la météorologie, la formation professionnelle et la formation du capital. De plus, l'objectif ultime de la deuxième Décennie, qui est de combler l'écart entre nations riches et nations pauvres, doit aussi répondre aux besoins de la société postindustrielle, dans laquelle les institutions occupent une place centrale. L'accumulation du savoir est donc, à ce stade, aussi importante que celle du capital. Les obstacles sont d'abord le fait que l'investissement dans le domaine de l'éducation ne suit pas la croissance démographique et, ensuite, le cercle vicieux de "l'aculture" qui empêche un enfant de sortir du milieu primitif où il vit. Ces problèmes, qui touchent plus des deux tiers de la population mondiale, ne peuvent être résolus que par la généralisation de techniques nouvelles sur tous les plans.

16. Pendant la deuxième Décennie, il conviendra d'entreprendre d'autres activités, notamment sur le plan de l'organisation des marchés de produits primaires et de la stabilisation des prix à un niveau rémunérateur, ainsi que d'intensifier les moyens de contrôle de l'explosion démographique.

17. Abordant ensuite le problème des méthodes, M. Hoveyda fait remarquer que nombre d'orateurs qui l'ont précédé ont analysé avec beaucoup de compétence les questions qui se posent. La suggestion du Secrétaire général adjoint relative à un mécanisme de surveillance internationale lui paraît très intéressante et il pense, lui aussi, qu'un rôle important de coordination pourrait être joué par le Conseil économique et social, dont on pourrait à cette fin élargir la composition. M. Hoveyda souligne également le rôle que joue l'ONU dans la coopération internationale, en particulier en ce qui concerne les affaires culturelles. Pour ce qui est de la coopération technique, on pourrait élargir le système existant pour accroître les possibilités d'action. On a beaucoup parlé des investissements publics, mais les Nations Unies peuvent contribuer à créer le climat de confiance qui stimulerait les investissements privés. Les pays développés peuvent et doivent jouer un rôle important pour augmenter les apports de capitaux, et l'objectif de 1 p. 100 doit être appliqué de manière plus générale. Le développement n'en demeure pas moins, avant tout, l'œuvre des pays en voie de développement eux-mêmes: ils peuvent mobiliser leurs ressources sur le plan national, en réalisant des réformes et en déterminant les priorités, et sur le plan régional, en explorant de nouvelles voies pour la coopération technique, économique et financière.

18. M. KADLEC (Tchécoslovaquie) dit que le problème crucial de l'économie actuelle consiste à accélérer la croissance économique des pays en voie de développement, à transformer leurs structures économiques et à modifier le rôle qu'ils jouent dans l'économie mondiale. Il faut absolument aborder avec imagination la stratégie globale du développement économique. L'ONU ne peut jouer qu'un rôle accessoire: c'est aux pays en voie de développement eux-mêmes de jouer le rôle principal pour encourager le développement économique sur le plan national. Cependant, on ne peut ignorer l'influence considérable du commerce international sur le développement des pays ou groupes de pays.

19. Si l'ONU et les organisations qui lui sont reliées doivent donner une haute priorité aux pays en voie de développement, le reste du monde ne doit pas être pour autant oublié. La Tchécoslovaquie s'intéresse à l'intégration sous-régionale et à la coopération économique internationale la plus large possible. En combinant les deux, on peut neutraliser les effets défavorables du protectionnisme économique.

20. La délégation tchécoslovaque a exprimé à diverses reprises l'appréhension que lui cause la tendance à aborder les problèmes de manière simpliste, en insistant sur la polarisation des richesses et de la pauvreté, et en déterminant des objectifs globaux pour un tiers monde qui n'existe que dans l'abstrait. Au contraire, il faut aborder les problèmes de manière différente selon les régions du monde et aussi selon les pays.

21. La répartition équitable des richesses, en particulier de l'accroissement de la production, n'est pas seulement une question de justice sociale, mais aussi un facteur économique important qui peut influencer considérablement sur l'augmentation future de la production. A cet égard, la délégation tchécoslovaque note avec satisfaction que la Troisième Commission doit étudier, à la présente session, un projet de déclaration sur le développement social. Si cette déclaration est adoptée, cela signifiera que l'ONU contribuera à aider les pays en voie de développement à entreprendre les réformes sociales dont le progrès économique est un préalable essentiel.

22. Si le monde entier se préoccupe des pays en voie de développement, il ne faut pas en conclure que le monde entier est responsable de leur situation; cette situation est le résultat d'une longue période vécue sous un système social et économique qui encouragerait la polarisation du développement et des richesses au niveau national et international. On ne peut rayer des annales de l'Histoire la période du colonialisme et de l'impérialisme; les forces qui l'ont suscitée sont encore actives dans le secteur économique. La délégation tchécoslovaque partage l'inquiétude des pays en voie de développement devant la diminution du courant net des ressources transférées par les pays développés à économie de marché. La Tchécoslovaquie est disposée à s'associer à une politique internationale de coopération économique avec les pays en voie de développement; pour la période 1963-1966, elle a consacré 6,5 dollars par habitant et par an pour financer des prêts à long terme aux pays en voie de développement, et c'est là une

contribution qui supporte la comparaison avec les chiffres correspondants de bien des pays développés.

23. La deuxième session de la CNUCED a continué de définir les problèmes principaux du commerce et du développement dans le monde et a montré dans quelle mesure on reconnaît qu'il faut les résoudre. Pourtant, elle a également montré que la communauté mondiale n'est pas encore prête à envisager une solution plus souple, globale et à long terme, pour les problèmes fondamentaux de stratégie et de tactique que posent le commerce mondial et le développement. La Conférence n'a cependant pas été inutile, puisqu'elle a jeté les bases réalistes de nouvelles négociations. La CNUCED est certainement appelée à jouer un rôle important dans les préparatifs pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et la Commission devra étudier les moyens de coordonner les activités de tous les organes qui participeront à ces préparatifs. L'efficacité du dispositif permanent de la CNUCED a été renforcée à la suite de la septième session du Conseil du commerce et du développement, et c'est là un point important pour une solution progressive des problèmes du commerce et du développement.

24. On reconnaît, en général, tout l'intérêt que l'industrialisation présente pour les pays en voie de développement, et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) devrait avoir une importance correspondante; malheureusement, cette organisation doit encore consolider sa situation. Il faudrait que l'ONUDI s'occupe essentiellement de questions de politique industrielle. Tant que les activités de cette organisation demeurent opérationnelles, il y a lieu de se demander si elle pourra jamais jouer le rôle de premier plan qui lui revient dans l'examen et la promotion de la coordination de toutes les activités entreprises par les organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. La délégation tchécoslovaque a déjà annoncé qu'elle doublerait sa contribution bénévole à l'ONUDI. En outre, le premier cours de formation en usine aux techniques des moteurs diesel s'est déjà déroulé en Tchécoslovaquie et d'autres cours analogues sont en préparation.

25. La Commission devra s'attacher avant tout à faire l'évaluation de toutes les activités économiques internationales et, d'après ces données, à élaborer des directives en vue d'un travail ultérieur dans ce domaine. Elle devra éviter de traiter de problèmes dont se sont occupés de façon efficace des organes subsidiaires ou des institutions spécialisées. Si elle attache une importance particulière à une question donnée, elle devra en saisir l'organe compétent ou inviter une institution spécialisée à l'examiner. M. Kadlec fait l'éloge des activités du Comité du programme et de la coordination et du Comité élargi du programme et de la coordination, et exprime l'espoir qu'elles aboutiront à des propositions concrètes en vue d'améliorer les méthodes de travail.

26. La République socialiste tchécoslovaque a célébré son cinquantième anniversaire en 1968, et de nouvelles perspectives de réforme socialiste s'ouvrent à elle. La réforme a pour objet de supprimer les imperfections qui ont été préjudiciables au socialisme et étrangères à ses principes, de permettre à la

Tchécoslovaquie d'assimiler et d'utiliser les réalisations de la révolution scientifique et technique, et enfin d'améliorer sa situation en ce qui concerne la division internationale du travail. Le nouveau programme est devenu une réalité politique en janvier 1968 et a été confirmé, le 13 septembre, par la Déclaration du gouvernement. Le nouveau système économique s'appuie sur des changements nécessaires de la structure économique, sur la transformation du plan économique en un instrument scientifique permettant d'orienter de la manière la plus profitable le développement social à long terme, et sur une reprise des fonctions positives du marché socialiste.

27. Ces transformations fondamentales sont indispensables si la Tchécoslovaquie veut sortir de sa longue stagnation économique et atteindre un taux élevé de croissance économique. Elle devra également développer davantage sa coopération technique, scientifique et économique avec d'autres pays; en outre, elle s'efforcera, tout en continuant de concentrer ses efforts sur la coopération économique avec d'autres pays socialistes, d'étendre ses relations économiques avec d'autres pays que cela intéresse.

28. La politique économique de la Tchécoslovaquie a pour objet d'assurer l'épanouissement général d'une société socialiste avancée au profit de ceux qui la construisent. Cet objectif figure dans le programme d'action du parti communiste tchécoslovaque, où il est dit que la Tchécoslovaquie assurera le développement maximum d'une société socialiste avancée, exempte de conflits de classes, très évoluée sur le plan économique, technologique et culturel, équitable sur le plan social et national et organisée selon les principes démocratiques.

29. M. WONG (Chine) déclare que le sentiment de déception et de découragement qu'éprouvent les pays en voie de développement devant l'évolution de l'économie mondiale et de leur propre croissance n'a pas changé; même les pays qui, comme la Chine, ont atteint un taux assez élevé de croissance économique se heurtent à des difficultés de plus en plus grandes. Bien que les problèmes du développement varient d'un pays à l'autre, deux facteurs fondamentaux se retrouvent partout: d'une part, l'insuffisance des fonds internationaux consacrés au développement, et, d'autre part, le déficit croissant de la balance commerciale.

30. Etant donné les difficultés auxquelles se heurtent les pays riches en ce qui concerne leur balance des paiements et le financement international, les ressources publiques et privées qu'ils transfèrent aux pays en voie de développement sont moindres et s'assortissent de plus de restrictions. En conséquence, les pays industrialisés devraient accorder un caractère hautement prioritaire à ce problème et consacrer davantage de ressources aux besoins des pays en voie de développement. En dépit de leurs propres problèmes, ils devraient s'efforcer de comprendre les vastes objectifs à long terme que poursuivent les programmes d'aide étrangère et convaincre les contribuables de les appuyer. Parallèlement, il faudrait que les pays en voie de développement consentent à des sacrifices et acceptent les contraintes d'une discipline, et que l'Organisation des Nations

Unies et ses institutions spécialisées élaborent et appliquent un programme d'action concertée en vue du développement économique.

31. Etant donné que les prix des produits primaires des pays en voie de développement sont stationnaires ou en baisse, le déficit commercial de ces pays a augmenté. En outre, les préférences, l'augmentation des droits de douane et les contingents plus rigoureux imposés par les pays développés touchent beaucoup plus les pays en voie de développement que les nations industrialisées et constituent autant d'obstacles à l'expansion du commerce mondial. Il est, par conséquent, d'une importance capitale que les pays en voie de développement puissent avoir facilement accès, sur une base concurrentielle, aux marchés des pays riches, afin d'obtenir les devises étrangères qui leur sont nécessaires pour acquérir le matériel technique indispensable à leur développement et pour assurer le service de leur dette internationale.

32. La délégation chinoise a plaisir à constater que la production agricole des pays en voie de développement s'est améliorée l'an dernier. Cette amélioration est en grande partie due à l'importance croissante que l'on a accordée depuis quelques années à l'agriculture ainsi qu'à l'introduction de techniques modernes, à la réalisation desquelles la Chine est heureuse d'avoir participé. L'assistance technique donne également de bons résultats dans bien des domaines: elle a permis de mieux comprendre le processus compliqué du développement économique, qui varie d'un pays à l'autre, et elle a favorisé l'élaboration et l'application de plans nationaux.

33. La Chine a lancé, durant l'année écoulée, de nouveaux programmes relatifs à l'utilisation des ressources humaines, à la planification de la famille, au tourisme, aux ressources de la mer, etc. Elle a également joué un rôle actif en matière de promotion de la coopération régionale en Asie et elle a accueilli sur son sol des cycles d'études et des groupes de travail régionaux. Elle poursuit ses programmes de coopération économique avec les pays voisins et élargit ses programmes de coopération technique avec un grand nombre de pays en voie de développement.

34. On prévoit que le taux de croissance du produit national brut de Taiwan pour 1968 sera de l'ordre de 6,8 p. 100. Les productions agricole et industrielle ont augmenté respectivement de 5 p. 100 et de 15 p. 100, et l'on escompte en 1968 une augmentation des exportations de 18,5 p. 100, attribuable à une politique de diversification, surtout dans les produits semi-finis. Le développement de l'infrastructure sociale, grâce notamment à la gratuité de l'enseignement pendant neuf et non plus six ans, aux programmes de construction de logements à loyers modérés et à la modernisation urbaine, a lourdement grevé le budget; aussi a-t-il fallu augmenter les impôts et réduire les autres dépenses. La situation économique de Taiwan offre un contraste frappant avec celle de la Chine continentale, où des troubles permanents ont provoqué un recul économique et où le produit national brut a encore baissé.

35. M. FALL (Sénégal) déclare que les 20 dernières années ont été marquées par une forte poussée de

croissance économique et de prospérité de certains pays industrialisés, tandis que les pays en voie de développement ont vu leurs espoirs de développement en grande partie déçus. Le fait que les décisions de principe qui avaient été adoptées par la première session de la CNUCED n'aient pas été appliquées n'a pas empêché les pays en voie de développement de présenter à la deuxième session de la Conférence des propositions précises et logiques pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international. Si la Conférence a échoué à sa deuxième session, ce n'est pas à cause de difficultés économiques, mais du fait du manque de volonté politique de certaines nations ou de certains groupes de nations. Les pays industrialisés invoquent souvent leurs difficultés de balance des paiements, mais ces difficultés ne sont en fait qu'un problème de déséquilibre entre les pays industrialisés eux-mêmes. Ces pays, comme le Président de la BIRD l'a récemment souligné, ont en effet augmenté de 400 milliards de dollars environ leur revenu annuel réel depuis 1961 — somme bien supérieure à l'ensemble des revenus annuels des pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. En outre, les pays industrialisés récupèrent la quasi-totalité des ressources qu'ils mettent à la disposition des pays en voie de développement, sous forme de paiements pour les marchandises que ces pays doivent leur acheter.

36. L'échec de la Décennie des Nations Unies pour le développement ne doit cependant pas inviter au découragement; il doit, au contraire, inciter à formuler une stratégie globale du développement. Cette stratégie devra exprimer la volonté politique des pays industrialisés, qui doivent se mettre d'accord sur les mesures à prendre pour résoudre les vrais problèmes des pays en voie de développement. Ces problèmes entrent dans trois catégories principales: les produits primaires, les investissements et l'assistance technique.

37. L'évolution défavorable des termes de l'échange dans les pays en voie de développement est extrêmement grave du fait que ces pays sont traditionnellement exportateurs de produits primaires et importateurs de produits manufacturés. Bien que nombre d'entre eux aient doublé ou même triplé leur productivité ces dernières années, leurs recettes en devises n'ont pas augmenté en proportion. Ce sont les pays industrialisés qui détiennent la solution du problème, et il serait, en fait, de leur intérêt de souscrire à des accords sur les produits de base, qui permettraient aux pays en voie de développement de vendre leurs produits sur les marchés mondiaux à des prix stables et rémunérateurs. L'insuffisance du courant de ressources des pays développés vers les pays en voie de développement est due également au manque de volonté politique de la part des pays riches, certains d'entre eux ayant été jusqu'à affirmer qu'ils ne sont aucunement responsables du passé colonial et ne peuvent s'engager à transférer une proportion déterminée de leur produit national brut aux pays en voie de développement. Cette attitude est extrêmement grave, et la communauté internationale doit demander instamment à ces pays d'envisager le problème du développement dans son contexte élargi.

38. Comme le Secrétaire général adjoint l'a souligné (A/C.2/L.1002), la stratégie globale du développement doit comprendre tous les éléments qui le déterminent, tels que l'enseignement, l'emploi et la santé. Les pays en voie de développement ont un rôle bien précis à jouer dans la mobilisation de toutes les ressources et de toutes les énergies à cette fin: ils doivent éliminer les obstacles à la croissance économique que représentent les dépenses militaires excessives, l'exode des compétences et les sorties de capitaux. Les objectifs de la deuxième Décennie ne pourront être atteints que si l'on coordonne de façon adéquate, au niveau international, tous les programmes économiques, y compris ceux des groupements régionaux. Il faut rendre l'opinion publique consciente de ces problèmes et modifier radicalement les attitudes; le succès de la Décennie en dépend.

39. M. OLSEN (Danemark) reconnaît que le climat international actuel n'est guère favorable à une rapide amélioration de la coopération. Ce climat est caractérisé par une double déception: celle des pays développés qui ne voient pas leur assistance porter fruit aussi vite qu'ils l'espéraient, et celle, très vive, des pays moins développés qui estiment ne pas recevoir une assistance assez généreuse. Quelques résultats tangibles ont néanmoins été atteints dans la mesure où les revenus nationaux des pays en voie de développement ont augmenté. Certains signes indiquent, en outre, que les pays qui ont fourni le gros de l'assistance ont suscité la volonté politique nécessaire à l'effort de coopération qui fera que, dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les efforts accrus des pays peu développés pourront avoir pour contrepartie des transferts plus importants de ressources des pays industrialisés. C'est ainsi que le Président de la BIRD a décidé de faire entreprendre l'étude de l'effort d'assistance et que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a nommé sir Robert Jackson commissaire chargé d'établir une étude de "capacité" en vue d'un programme élargi de développement. Le Danemark est vivement désireux de participer à ces efforts et, pour témoigner combien il a confiance dans le rôle que l'Organisation des Nations Unies peut jouer en matière de coopération pour le développement, il a annoncé qu'il ferait passer sa contribution au PNUD de 10,4 millions de dollars (niveau de 1968) à 15,6 millions de dollars en 1969. Bien que le Danemark soit encore loin de l'objectif fixé à 1 p. 100 de son revenu national net, cet objectif, aux termes d'un plan adopté en 1967 et prévoyant un accroissement annuel de 25 p. 100 de l'assistance au développement, devrait être atteint en 1972. Néanmoins, le Gouvernement danois envisage sérieusement d'accroître encore le montant de son assistance, si bien que l'objectif de 1 p. 100 du produit national brut recommandé par la CNUCED à sa deuxième session^{2/} pourrait être atteint dans un avenir assez proche. Ces objectifs montrent que, si le Gouvernement danois a été forcé d'adopter un programme de mo-

^{2/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, vol. I: Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.II.D.14), annexe I, décision 27 (II), p. 41.

dération économique, il établit néanmoins une distinction entre les nécessités économiques intérieures et les obligations auxquelles il se sent tenu pour son programme d'assistance.

40. Les problèmes urgents de la faim et de l'augmentation de la population mondiale, et notamment la question très importante des protéines, reçoivent une attention accrue de la part des organismes compétents. Il faut espérer que la session actuelle de l'Assemblée générale favorisera une action dans ce domaine en aidant les pays moins développés à traduire leurs besoins en demandes précises d'assistance.

41. La délégation danoise est prête à participer pleinement à la stratégie globale du développement qui a été exposée dans ses grandes lignes à la deuxième session de la CNUCED.

42. Le Danemark a constaté que l'objectif de l p. 100 l'avait beaucoup aidé à obtenir l'appui du public pour une politique généreuse en matière d'assistance et de commerce. Cependant, il est important de reconnaître que les objectifs et les normes fixés pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement doivent être fondés sur la situation actuelle dans chaque pays considéré ainsi que dans les sous-régions et les régions, comme l'a souligné le Secrétaire général adjoint. Les objectifs actuels peuvent donc être étendus à d'autres secteurs du développement, tels que la santé, l'emploi et l'enseignement. Le Danemark soutiendra activement les

efforts déployés pour arriver à un accord unanime sur l'établissement d'un organisme intergouvernemental destiné à tenir les gouvernements au courant des progrès des travaux préparatoires et à leur donner suffisamment de temps pour exposer leurs opinions.

43. L'expérience de la première Décennie indique que les objectifs futurs doivent être réalistes si l'on veut que les gouvernements puissent contribuer à les réaliser. Il est encourageant de constater que le Secrétaire général adjoint a souligné cette nécessité dans sa déclaration à la 1180ème séance (A/C.2/L.1002) et que le Secrétaire général, comme il l'a indiqué à la quarante-cinquième session du Conseil économique et social, envisage de jouer un rôle plus actif dans la formulation des programmes économiques et sociaux de l'Organisation des Nations Unies. La délégation danoise estime que le Secrétaire général devrait présenter aux gouvernements un plan d'action indiquant le montant total des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs visés et comprenant des propositions sur des modifications et des solutions de rechange éventuelles. Cette manière de procéder aiderait beaucoup à décider des objectifs de la planification dans les divers organismes des Nations Unies. Le Danemark concentrera ses énergies et ses ressources sur les domaines qui offrent des perspectives précises d'accord au profit des pays peu développés.

La séance est levée à 13 h 15.

